

Crise économique

Endettement public exponentiel, croissance économique en berne et risque d'insoutenabilité

Les autorités gabonaises viennent d'annoncer le paiement d'une partie de la dette intérieure de l'Etat, à hauteur de 100 milliards de Fcfa durant les 5 prochaines années. Cette réduction apparente est annihilée par de nouveaux emprunts d'Etat. En effet, le 12 octobre dernier, le Gabon s'est de nouveau endetté de 20,5 milliards de Fcfa auprès des marchés financiers de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac). Dans un communiqué disponible sur le site de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Libreville annonce un autre endettement futur d'un montant de 7 milliards de Fcfa. En fait, l'Etat emprunte pour rembourser. Ce qui ne résout pas le problème. C'est ce qu'on appelle déshabiller st Pierre pour habiller st Paul.

Carole Moussavou

Selon les données de la Direction générale de la dette, l'encours de la dette publique, qui s'élevait à 1 291,2185 milliards de Fcfa en 2010, s'élève aujourd'hui à 3 024,826 milliards de Fcfa au premier trimestre 2016 soit une augmentation de 134,26 %. S'agissant des évolutions de la dette publique au Gabon de 2013 à 2015, la DGD déclare que « L'encours de la dette publique au 30 septembre 2013 s'élève à 1 571,220 milliards de Fcfa. A la fin du premier trimestre 2014, l'encours de la dette publique est de 2 256,149 milliards de Fcfa. A fin septembre 2015, l'encours de la dette publique est de 3 163,956 milliards de Fcfa ». En pourcentage du produit intérieur brut (PIB), la dette publique gabonaise faisait 16,5 % du PIB en 2011. Le ratio passe à 27,6 % en 2013 et monte à 40 % du PIB en 2016. En observant l'évolution de la dette publique gabonaise, on constate qu'elle est en perpétuelle augmentation depuis 2009, dès l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo.

Quid de la soutenabilité de la dette publique gabonaise ?

L'opinion publique européenne vient de prendre conscience des

risques économiques, politiques et sociaux d'un endettement public excessif lors de la crise grecque. Libreville pourrait se retrouver dans la situation d'Athènes si les perspectives stagnantes, voire mauvaises, de l'économie gabonaise perdurent alors que le pays continue sa politique d'endettement excessif, tout en baissant l'investissement, gage de la croissance économique future.

On dit généralement qu'une dette publique est soutenable si le gouvernement a assez de moyens présents et des perspectives économiques suffisantes pour la rembourser. L'indicateur le plus simple pour mesurer la création de richesse dans un pays est le PIB. Alors que l'endettement public augmente de façon exponentielle, Libreville annonce une « quasi-stagnation des performances de l'activité économique

nationale (+4,5 %) en 2017, contre (4,6 %) dans la loi de finances 2016 » Pire, le choix du gouvernement de baisser son niveau d'investissement, moteur de la croissance, est presque un suicide économique. Aussi, le secteur pétrolier, qui constitue toujours plus de 30 % du PIB, ne se porte pas bien à cause de la diminution de la production nationale.

La crise politique et sociale née

de la dernière élection présidentielle peine à être soldée. Devant des milliers de partisans réunis au Trocadéro, le samedi 29 octobre dernier, l'opposant Jean Ping, qui se considère toujours comme le président élu, déclarait ceci : « Je vous l'affirme encore aujourd'hui, nous ne dialoguerons pas avec des assassins. Ils ont perdu l'élection, ils doivent partir et c'est tout ». La crise a pour conséquence, l'augmentation du « risque pays. » Les agences de notation internationale, Moody's et Fitch Ratings, ont confirmé la place du Gabon dans la catégorie « économies dans lesquelles il

n'est pas conseillé d'investir ». Ainsi, les investisseurs internationaux pourraient choisir les destinations moins risquées que Libreville. Le Gabon vient de chuter de 3 places dans le rapport Doing Business 2017 sur la facilité des affaires. En somme, en pleine stagnation de sa croissance économique doublée d'une crise post-électorale pas encore résolue, la dette publique gabonaise, qui croît plus vite que le taux de croissance économique risque de devenir insoutenable si les autorités ne changent pas de politique économique et sociale.

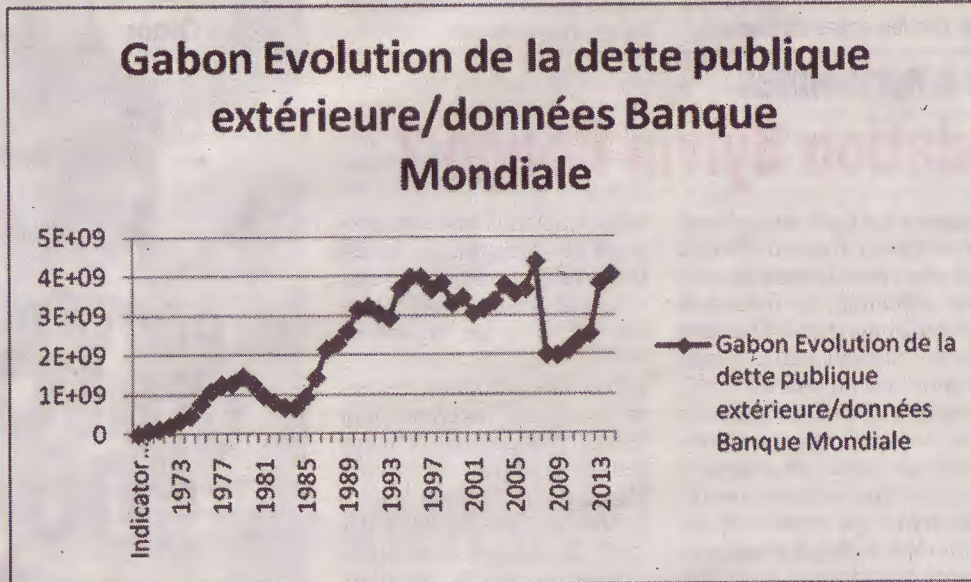


Tableau illustrant l'évolution de la dette du Gabon.

Turbulences en perspective à la Poste SA

La fin du mois approche et le gouvernement gabonais n'a toujours pas trouvé les 60 milliards, au moins, nécessaires pour renflouer les caisses de cette structure bancaire moribonde. Conséquence, il ne sera pas étonnant que les semaines à venir, les fonctionnaires logés dans cette banque aient le plus grand mal à percevoir leurs salaires. D'ailleurs, les fonctionnaires à la retraite ont, vendredi dernier, barricadé les routes pour pouvoir toucher leurs pensions. Sans omettre de nombreux usagers de la banque qui, jusqu'à présent, ne peuvent pas retirer leurs économies. Un ensemble de revendications pour un prochain cocktail explosif !